



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 94 /DDPP/2015**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

**VU** le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** le titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 511-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 2001 modifié réglementant les activités exercées par la société SNTP dans ses installations sises à SAINT-PAUL-EN-CORNILLON (42240) – Lieu-Dit ZI La Plaine ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 février 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection approfondie du 22 décembre 2014 constatant le non respect des valeurs de pH et température et des fréquences de l'autosurveillance définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 août 2001 modifié susvisé ;

**CONSIDERANT** que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 août 2001 modifié applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société SNTP est mise en demeure, pour l'installation située à SAINT-PAUL-EN-CORNILLON, lieu-dit ZI La Plaine, de respecter sous un délai de 3 mois les dispositions suivantes de l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2001 modifié fixant les valeurs limites des rejets aqueux :

- pH entre 6,5 et 9,5
- température inférieure à 30°C
- fréquence mensuelle de l'autosurveillance pour les paramètres DCO et MES
- fréquence trimestrielle de l'autosurveillance pour les autres paramètres repris à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2001 modifié.

**ARTICLE 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de SAINT-PAUL-EN-CORNILLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

**12 MARS 2015**

**Fabien SUDRY**

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur

Société SNTP

ZI de la Plaine

42240 SAINT-PAUL-EN-CORNILLON

- Madame le maire de SAINT-PAUL-EN-CORNILLON

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono